

Réponse de Storengy France à la consultation publique du 14 février 2019 n°2019-003 relative au cadre de régulation tarifaire applicable aux opérateurs d'infrastructures régulées en France

Question 1 : Partagez-vous le bilan globalement positif du cadre tarifaire mis en œuvre par la CRE depuis 10 ans ?

Storengy France partage le bilan globalement positif du cadre tarifaire mis en œuvre par la CRE depuis 10 ans, qui a notamment permis aux opérateurs d'infrastructures de pouvoir exploiter les réseaux dans de bonnes conditions de sécurité.

Storengy France estime que la régulation stockage, entrée vigueur en 2018, a permis de renforcer la sécurité d'approvisionnement en France conformément à l'objectif visé.

Question 2 : Partagez-vous les grands enjeux identifiés par la CRE pour la prochaine génération de tarifs?

Storengy France considère que les enjeux identifiés par la CRE sont majeurs. Malgré les incertitudes liées à la transition énergétique, il est important que la régulation permette aux opérateurs d'infrastructures de réaliser les investissements requis afin de garantir la sécurité et la fiabilité des installations au meilleur coût, et d'encourager les innovations notamment dans le cadre du développement des nouveaux gaz.

Question 3 : Considérez-vous comme la CRE qu'une durée de la période tarifaire de 4 ans est adaptée pour l'ensemble des tarifs ?

Storengy France considère qu'une durée de 4 ans est adaptée pour la période tarifaire ATS2, car cette durée permet d'être alignée avec la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE) portant sur la période 2019-2023.

Pour les périodes tarifaires suivantes, Storengy France propose que la durée qui sépare deux périodes tarifaires soit allongée à 5 ans afin de rester calée sur les périodes suivantes de la PPE.

Cela se justifie par la particularité du régime de la régulation applicable aux opérateurs de stockage, qui de tous les opérateurs d'infrastructures de gaz et d'électricité, sont les seuls dont le périmètre de régulation est lié à la PPE.

Question 4 : Etes-vous favorable à la publication par les opérateurs de prévisions indicatives du tarif au-delà de la période tarifaire en cours et sur 4 années glissantes ?

Storengy France s'interroge sur le statut et la fiabilité de telles prévisions. Comme indiqué à la réponse à la question 3, le périmètre de régulation des opérateurs de stockage est lié aux mises à jour de la PPE tous les 5 ans, ce qui pourrait être de nature à faire évoluer de telles prévisions. En conséquence Storengy France n'est pas favorable à de telles prévisions indicatives.

Question 5 : Etes-vous favorable aux principes de fonctionnement du CRCP envisagés par la CRE ?

Storengy France est favorable au maintien du fonctionnement actuel du CRCP, avec en particulier pour les opérateurs de stockage le maintien du plafond d'apurement à +/-5%.

Question 6 : Etes-vous favorable au principe envisagé par la CRE d'évolution du calcul du CRCP pour coordonner les tarifs de transport et de distribution d'électricité ?

Storengy France n'a pas de positionnement sur cette question.

Question 7 : Etes-vous favorables à la reconduction du mécanisme de régulation incitative des charges d'exploitation en vigueur pour les prochains tarifs ?

Storengy France fait remarquer que des efforts significatifs ont déjà été réalisés en termes de productivité dans les années qui ont précédé l'entrée en régulation dans un contexte économique difficile pour l'activité.

De plus Storengy France note que l'entrée en régulation est intervenue à un point bas de l'activité, une remise à niveau des charges d'exploitation est nécessaire sur la prochaine période tarifaire afin de préserver la sécurité et la fiabilité de ses installations.

Enfin Storengy France souligne ne disposer que d'un faible retour d'expérience suite à la rentrée récente en régulation début 2018, et ne pas être soumis à une régulation incitative au titre de l'ATS1.

Storengy France est néanmoins prêt à considérer une évolution du cadre tarifaire des opérateurs de stockage, consistant en la mise en place de mécanismes de régulation incitative des charges d'exploitation, et prenant en compte ce contexte spécifique.

Question 8 : Etes-vous favorable à la reconduction du mécanisme incitant les opérateurs à maîtriser leurs charges de capital au même titre que leurs charges d'exploitation sur un périmètre d'investissement « hors réseaux » ? Le cas échéant, pensez-vous que les systèmes d'information de pilotage du réseau ou de mise à disposition des données devraient être exclus du périmètre « hors réseaux » incité et faire l'objet d'une régulation « classique » avec inclusion automatique dans la BAR des investissements réalisés ?

Storengy France considère que les règles d'imputation comptables permettent de définir clairement si les charges applicables au périmètre « hors réseaux » sont des charges de capital ou d'exploitation. Il n'y a en conséquence pas de latitude laissée aux opérateurs pour arbitrer entre ces deux types de dépenses (à l'exception des charges liées à des actifs corporels où une alternative peut exister entre investir dans / louer des serveurs ou des véhicules).

Si une telle régulation était malgré tout maintenue/mise en place, les projets de SI structurants devraient être sortis de ce mécanisme.

Question 9 : Etes-vous favorable au maintien des principes généraux de fonctionnement du CRCP et de partage des risques entre les gestionnaires de réseaux et les utilisateurs ?

Storengy France n'est pas, aujourd'hui, soumis à régulation incitative, mais partage les principes généraux de partage des risques tels que décrits par la CRE.

Toutefois Storengy France considère difficile de fixer un taux de couverture différent de 0% ou 100% pour les postes faisant l'objet d'une incitation partielle.

Question 10 : Etes-vous favorable à maintenir la compensation au CRCP des pertes et profits des gestionnaires de réseau dus aux variations de consommations / souscriptions ?

Storengy France n'a pas de positionnement sur cette question.

Question 11 : Etes-vous favorable à maintenir les charges de capital liées aux réseaux au CRCP pour ne pas envoyer d'incitation à réduire le volume d'investissement à court terme ?

Storengy France est favorable au fonctionnement actuel de maintien des charges de capital au CRCP.

Question 12 : Etes-vous favorable au maintien des charges d'énergie/ de pertes partiellement au CRCP afin d'inciter les gestionnaires de réseau à les réduire ?

Storengy France considère que les charges énergie sont fortement dépendantes de l'utilisation faite par les clients des stockages ainsi que des contraintes d'exploitation, et les taxes afférentes fortement liées à l'évolution de la politique énergétique qui pourrait être décidée par les pouvoirs publics. En conséquence un maintien au CRCP (100%) paraît le plus pertinent.

Question 13 : Que pensez-vous du périmètre des charges prises en compte au CRCP ?

Storengy France n'est pas, aujourd'hui, soumis à régulation incitative, l'intégralité des charges étant prises en compte au CRCP.

En cas d'évolution vers un cadre tarifaire incitatif des opérateurs de stockage, Storengy France considère que les impôts et taxes devraient être conservées au CRCP (100%).

Par ailleurs, concernant les contrats de prestation inter-opérateurs, Storengy est favorable à inclure 100% de ces charges dans le CRCP des opérateurs de transport et de stockage de gaz. En effet, cela est neutre en termes de coût du point de vue de la collectivité, et prévient tout risque d'asymétrie de gain/perte pour les opérateurs concernés.

Question 14 : Etes-vous favorable au maintien des principes qui régissent le cadre de régulation en vigueur concernant les dépenses d'investissement des différents opérateurs d'infrastructures régulées ?

Storengy France est favorable au maintien des charges de capital au CRCP (cf. question 11), s'interroge sur les bénéfices d'une régulation type « Totex » sur les postes hors réseaux (question 8), considère que le suivi des coûts unitaires n'est pas pertinent pour les opérateurs de stockage (question 18), et considère qu'une régulation incitative spécifique à certains grands projets peut être envisagée (question 19).

Question 15 : Partagez-vous la position préliminaire de la CRE selon laquelle une rémunération explicite des actifs amortis toujours exploités n'est pas souhaitable ?

Storengy France considère qu'un opérateur doit être à même de maintenir des actifs en service au-delà de leur durée de vie comptable, et dans la mesure où ceux-ci restent conformes aux objectifs de sécurité. Une rémunération explicite des actifs amortis pourrait être envisagée si leur proportion devient significative.

Question 16 : Partagez-vous la position préliminaire de la CRE selon laquelle une rémunération explicite des subventions d'investissement n'est pas souhaitable ?

Storengy France n'a pas de positionnement sur cette question.

Question 17 : Etes-vous favorable aux évolutions des modalités de calcul de la rémunération des actifs des opérateurs, envisagées par la CRE, et principalement la différenciation des taux de rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs ?

Storengy France considère qu'un tel mécanisme introduit de la complexité et génère un manque de visibilité sur les conditions de rémunération des actifs. Cela est d'autant plus marqué que les modalités de fixation et d'évolution restent à définir.

Storengy France indique que ses investissements sont centrés sur la fiabilisation et la sécurisation des installations industrielles, et la décision d'engagement ne répond pas à des signaux de taux court terme.

Question 18 : Jugez-vous satisfaisants le principe et les paramètres (taux de partage, plafond de l'incitation) du mécanisme de régulation incitative des coûts unitaires d'investissement introduit par les délibérations tarifaires ATRD 5 et TURPE 5 HTA BT?

Storengy France considère qu'une régulation incitative des coûts unitaires d'investissement n'est pas adaptée à l'activité stockage : non seulement les coûts d'investissements dépendent fortement de la nature des projets, mais des projets de même nature peuvent présenter des coûts très différents en fonction des sites.

Question 19 : Avez-vous des observations à formuler sur le cadre incitatif en vigueur et les évolutions envisagées par la CRE pour les grands projets de transport ?

Storengy France est favorable au maintien d'une bande de neutralité de 90%-110%, pour les grands projets de transport. Par analogie un tel cadre incitatif pourrait également être envisagé pour certains projets spécifiques de stockage, avec une bande de neutralité de 90%-110%, et dans la mesure où le budget est fixé au moment le plus opportun (ie avant engagement des travaux).

Question 20 : Avez-vous des remarques sur l'application de la régulation incitative à la maîtrise des coûts des grands projets à des projets de taille plus réduite, sélectionnés de façon aléatoire ou discrétionnaire ?

Comme indiqué à la réponse à la question 18, Storengy France considère qu'une analyse sur la base des coûts unitaires n'est pas adaptée à l'activité stockage.

Question 21 : Quelles évolutions du cadre incitatif en vigueur pour les projets d'interconnexion vous sembleraient pertinentes ?

Storengy France n'a pas de positionnement sur cette question.

Question 22 : Etes-vous favorable à la définition des coûts échoués proposée par la CRE ?

Storengy France est favorable à ce que la définition des coûts échoués soit explicitée.

Storengy France considère que la valeur résiduelle des actifs et les coûts de démantèlement associés des actifs retirés de l'inventaire doivent être compensés, conformément au principe de régulation de couverture des coûts en vigueur.

Ce cas peut se présenter notamment lors de futurs ajustements du périmètre régulé liés à la mise à jour des prochaines PPE ou lors de sortie d'actifs moins significative de l'inventaire.

Question 23 : Etes-vous favorable aux principes que la CRE propose de retenir pour le traitement des coûts échoués et qui sont ceux déjà en place dans l'ATRT ?

Selon l'article L.452-1 du code de l'énergie, les tarifs d'utilisation des infrastructures sont établis de manière transparente et non discriminatoire afin de couvrir l'ensemble des coûts supportés par ces gestionnaires, dans la mesure où ces coûts correspondent à ceux d'un gestionnaire de réseau ou d'installations efficace.

Storengy France considère que le traitement de ces coûts échoués ne devrait pas être traité au cas par cas, dans la mesure où ces coûts sont ceux d'opérateurs efficaces.

Question 24 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle seuls les frais d'études sans suite devraient être couverts par le tarif ?

Storengy France partage cette analyse dans la mesure où l'abandon de projet est de la seule responsabilité de l'opérateur. Dans le cas où l'abandon de projet est lié à une décision indépendante de sa volonté (par exemple réglementaire), l'ensemble des coûts engagés devraient alors être couverts.

Question 25 : Pour les investissements à cycle long, êtes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la rémunération des immobilisations en cours (IEC) ?

Storengy France est favorable au maintien du mécanisme de rémunération actuel des IEC des opérateurs de stockage.

Question 26 : Etes-vous favorable au maintien d'une trajectoire de R&D telle que fixée actuellement ? Etes-vous favorable à la révision de ces montants au bout de deux ans ?

Dans le cas où une trajectoire de R&D serait fixée pour les opérateurs dans le cadre de la prochaine période tarifaire, Storengy France est favorable à une révision au bout de deux ans afin de pouvoir réajuster ses besoins dans un contexte en évolution rapide : la prochaine période tarifaire est une période charnière durant laquelle se développeront les technologies permettant d'asseoir la place du gaz naturel et des gaz renouvelables dans le mix énergétique à moyen et long terme.

Question 27 : Etes-vous favorable à la mise en place d'un tel mécanisme dans le secteur du gaz ? Avez-vous des suggestions d'évolutions qui permettraient d'améliorer le déploiement de technologies smartgrids par les opérateurs ?

Storengy France est favorable au déploiement de mécanismes type smart-grids pour le gaz. Par ailleurs, Storengy France est favorable à l'association des opérateurs régulés avec d'autres acteurs sur des projets R&D (démonstrateurs injection H2, power-to-gas...) allant au-delà de leur périmètre purement régulé.

Question 28 : Les évolutions envisagées par la CRE vous semblent-elles être pertinentes pour améliorer la transparence des opérateurs sur leurs projets de R&D et d'innovation ? Avez-vous d'autres suggestions pour améliorer cette transparence ?

Storengy France considère qu'une évolution vers plus de transparence sur les projets de R&D est pertinente.

Question 29 : Etes-vous favorable à la démarche envisagée par la CRE pour inciter les opérateurs à favoriser l'innovation de l'ensemble des acteurs ?

Storengy France n'a pas de positionnement sur cette question visant les opérateurs de distribution.

Question 30 : Quelles sont, selon vous, les thématiques prioritaires sur lesquelles les opérateurs doivent être incités ? Partagez-vous la priorité identifiée par la CRE sur les délais de raccordement ?

Storengy France considère que la priorité pour l'ensemble des opérateurs d'infrastructures de gaz et d'électricité consiste à assurer la continuité de fourniture dans des conditions de sécurités optimales.

Question 31 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre envisagée par la CRE d'un ou plusieurs indicateurs statistiques sur la distribution géographique de certains indicateurs de qualité d'alimentation et de service ? Avez-vous des propositions à faire ?

Storengy France n'a pas de positionnement sur cette question.

Question 32 : Etes-vous favorable à l'introduction envisagée par la CRE d'indicateurs environnementaux ? Considérez-vous qu'ils doivent faire l'objet d'une incitation ?

Storengy France est favorable à l'introduction d'indicateurs environnementaux par la CRE.

Storengy France a défini un indicateur d'empreinte environnementale (indicateur d'empreinte carbone) qui est suivi et audité.

A ce stade, Storengy France considère qu'il est prématuré que cet indicateur fasse l'objet d'une incitation, de plus il n'est pas entièrement maîtrisable (les émissions sont notamment fonction du comportement des clients).

Question 33 : Avez-vous toute autre proposition ou remarque sur le cadre de régulation tarifaire ?

Storengy France n'a pas d'autre proposition ou remarque.